



Philip J. Jennings
General Secretary
UNI Global Union
Tel: +41 22 365 21 26
gs@uniglobalunion.org

Jyrki Raina
General Secretary
IndustriALL Global Union
Tel: +41 22 308 50 60
JRaina@industriALL-Union.org

Migros : À: Andrea Broggin (Président du Conseil d'administration) et Herbert Bollinger (CEO)
CC : Johan Zublin et Christine Zwahlen

16 Decembre 2013

Messieurs Broggin et Bollinger,

Au nom des 70 millions de membres que compte IndustriALL Global Union et UNI Global Union dans le monde, je vous écris pour vous demander de vous joindre, à l'instar de plus de 120 marques mondiales, au mouvement sans précédent qui s'est créé pour améliorer les conditions de travail et la sécurité des travailleurs de l'industrie du vêtement au Bangladesh, où votre société s'approvisionne pour un certain nombre de produits.

Au cours des huit dernières années, plus de 1.800 travailleurs du secteur de l'habillement ont perdu la vie au Bangladesh dans des incendies d'usine et des effondrements de bâtiment qui étaient pourtant prévisibles. Ils sont morts parce que les marques de vêtements exigent que les habits soient fabriqués aux prix les plus bas au monde, et que le gouvernement et l'industrie ont ignoré les normes de sécurité afin de conserver des coûts peu élevés.

Après le décès de 1.131 travailleurs dans l'effondrement du Rana Plaza en avril, IndustriALL et UNI Global Union – deux organisations ayant leur siège en Suisse - ont élaboré l'Accord pour la sécurité incendie et la sécurité dans les bâtiments au Bangladesh, un accord contraignant entre les marques et les syndicats bangladais et internationaux qui vise à rendre l'industrie du vêtement sûre et durable sur une période de cinq ans.

L'Accord change déjà réellement les choses en matière de sécurité dans les usines. Parmi les enseignes mondiales de supermarchés qui ont signé l'accord et qui participent activement à sa mise en œuvre figurent Carrefour, Tesco, Sainsbury's, Lidl et bien d'autres. Aujourd'hui, nous demandons à Migros de faire de même.

L'Accord oblige les entreprises à financer des réparations et autorise les travailleurs à surveiller le processus et à signaler les risques sur les lieux de travail. Etant donné que l'Accord est exécutoire, les entreprises ne peuvent pas simplement abandonner les lieux de travail dangereux, comme elles l'ont fait par le passé. Elles doivent régler les problèmes.

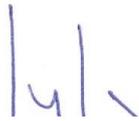
Si l'accord avait été en place en avril de cette année, les travailleurs du Rana Plaza auraient pu exercer leur droit de refuser un travail dangereux quand ils ont remarqué des fissures dans les murs la veille de l'effondrement. Ils seraient probablement en vie aujourd'hui.

Pourtant, jusqu'à présent, Migros a fait valoir que son appartenance à la Business Social Compliance Initiative (BSCI) était suffisante. Et ce bien que les inspections de deux usines dans le bâtiment Rana Plaza, menées dans le cadre du code de conduite BSCI, n'ont pas permis d'identifier les problèmes du bâtiment qui ont conduit au décès de pas moins de 1.131 personnes le 24 avril 2013.

Les sociétés membres de la BSCI, comme Migros, sont parfaitement au courant des risques d'effondrement d'usine depuis qu'en 2005, à Savar, 64 travailleurs ont perdu la vie dans l'effondrement du bâtiment Spectrum.

Nous souhaiterions que vous rencontriez notre équipe en charge du Bangladesh pour discuter de la signature de l'Accord.

Dans cette attente, nous vous prions de recevoir, Messieurs, nos salutations les meilleures.



Jyrki Raina
Secrétaire général
IndustriALL Global Union



Philip J. Jennings
Secrétaire général
UNI Global Union

